

qui, en 2011, a définitivement renoncé à l'achat d'électricité nucléaire. Mais les Suisses n'ont pas eu beaucoup de progrès à faire, ils consommaient déjà entre 80 et 90 % d'électricité essentiellement hydraulique.

Le bois énergie est également utilisé pour l'ensemble de la production d'énergie (chaleur, électricité, transport), il se place juste derrière l'hydraulique dans le classement de la production énergétique. Deuxième derrière l'énergie nucléaire, l'hydroélectricité représente 12 % de la production électrique française. Elle est variable car en fonction des précipitations, confirmant ainsi l'obligation de la diversification de la production. Si on relève le chiffre de 399 barrages, plus de 2000 installations « au fil de l'eau » permettent une production

d'électricité souple et proche des lieux de consommation. La localisation de la production, en fonction des besoins est un axe important de nos projets. Leur production annuelle totale est d'environ 67 TWh, ce qui correspond à la consommation moyenne annuelle de 15 millions d'habitants (le quart de la population française) !

Un autre intérêt de la production hydraulique est qu'elle est mobilisable en quelques minutes et indispensable à la sécurité du système électrique.

En résumé, lorsqu'il pleut, c'est bon pour l'énergie hydraulique, lorsqu'il vente, c'est l'éolien qui prend le relais et lorsque le temps est au soleil, c'est l'énergie photovoltaïque qui s'impose.

## Des biens communs pour le service public...

La concurrence et la compétition font rage. Dans cette guerre, le service public est destiné à être vendu au marché. Nous voulons l'inverse.

L'énergie devient un investissement majeur pour le tout marchand, partout en même temps, entre les pays, les continents, les entreprises, les personnes... A coup de milliards, les institutions internationales et les gouvernements libéraux et socio-libéraux imposent aux populations des plans de rigueur d'une violence inédite, comme en Grèce, pour sauver le « marché financier »

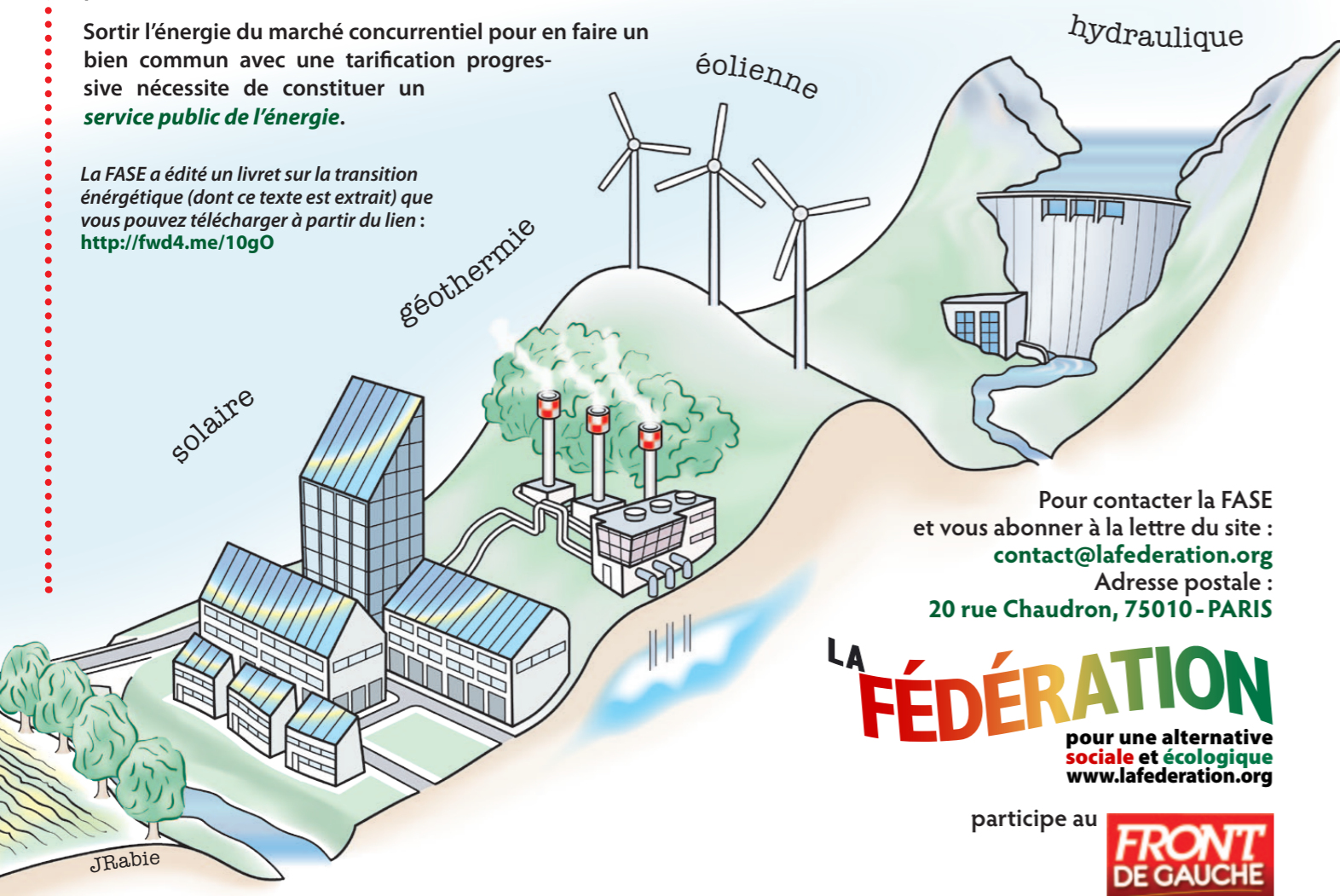
Les services énergétiques doivent être confiés à un pôle public !

Sortir l'énergie du marché concurrentiel pour en faire un bien commun avec une tarification progressive nécessite de constituer un **service public de l'énergie**.

La FASE a édité un livret sur la transition énergétique (dont ce texte est extrait) que vous pouvez télécharger à partir du lien : <http://fwd4.me/10gO>

Cela implique de ne pas laisser des entreprises décisives aux mains des spéculateurs et des actionnaires. Total, EDF, AREVA... sont des entreprises construites et financées avec des fonds publics. Elles appartiennent d'ores et déjà à la société. Elles doivent donc être expropriées pour contribuer aux priorités réelles, elles doivent redevenir 100 % publique et transparente.

Cela est d'autant plus décisif que ces entreprises ont eu les moyens de développer le plus de recherches technologiques et doivent être mises au service de la transition.



Pour contacter la FASE  
et vous abonner à la lettre du site :  
[contact@lafederation.org](mailto:contact@lafederation.org)  
Adresse postale :  
20 rue Chaudron, 75010 - PARIS

LA **FÉDÉRATION**  
pour une alternative  
sociale et écologique  
[www.lafederation.org](http://www.lafederation.org)

participe au

**FRONT  
DE GAUCHE**

## L'enjeu écologique n'est pas séparable de la lutte pour l'égalité

**Le capitalisme nous fait subir sa recherche de profits spéculatifs, ses politiques de misère et poursuit son œuvre de destruction de l'avenir de la planète.**

**L'usage que l'on fait de « notre terre » et de ses ressources dépend de la vision de « notre monde ».  
Voulons-nous continuer à le saigner à blanc pour en tirer des profits immédiats, aux prix de conflits mondiaux incessants et de gâchis monstrueux ?**

**Aucun candidat qui se prétend de gauche ne peut se dispenser de s'engager nettement sur ces options que nous voulons faire débattre partout.**

**La FASE se prononce pour une transition énergétique, partie intégrante de la planification écologique.**

Il faut agir en même temps pour la sortie du nucléaire et la sortie des énergies fossiles. Cette transition doit être planifiée et se fixer comme objectif de remplacer les systèmes actuels de production par des énergies renouvelables et alternatives. Nous devons limiter les risques pour l'humanité, comme pour la planète. Cette sortie du fossile et du nucléaire doit être volontariste, maîtrisée, planifiée. Elle doit être accompagnée dans la durée de changement : lutte contre le gaspillage, pour des organisations incluant des normes en matière de sobriété, de réduction des excès et d'efficacité énergétique.

Elle ne peut être qu'un choix de société, transparent et démocratique.

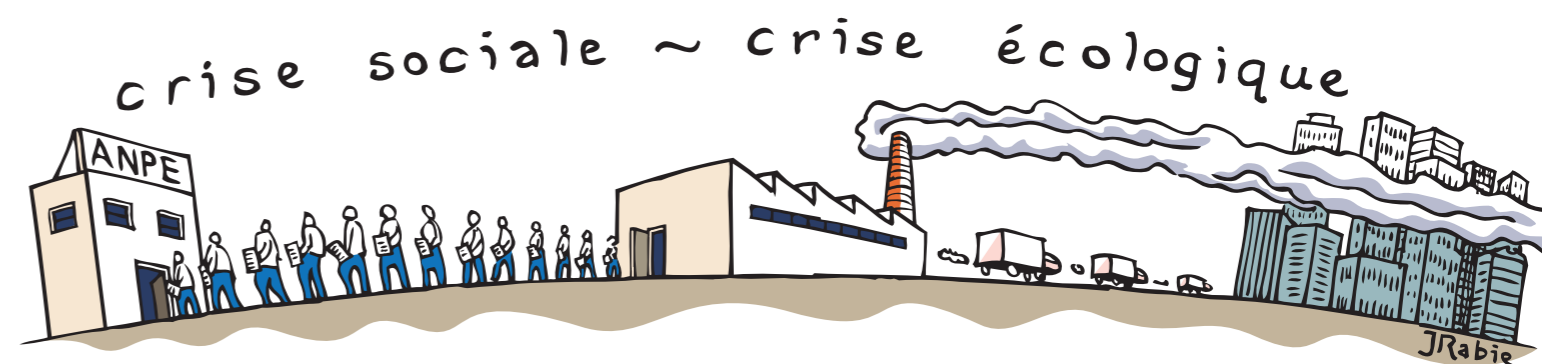
Pour changer cette société, il nous faut agir dans les institutions et les assemblées comme dans le développement des initiatives locales.

## La transition énergétique et le défi de la cause humaine

La question de l'accès de tous les êtres humains à l'énergie, est un enjeu majeur car l'énergie conditionne l'accès aux droits fondamentaux - logement, santé, mobilité... Il faut donc remettre en cause les fondements du système qui oppose bien commun et accès aux usages vitaux à l'appât toujours plus grand du gain.

Pour commencer, il faut remettre la question énergétique

dans le bon sens, en partant des usages (besoins) et non des ressources : nous chauffer, nous éclairer ou nous déplacer. Ensuite, vient la question « comment et avec quoi : uranium, pétrole, soleil, bois ou autres ressources ? » Enfin, trouvons les moyens les plus soutenables de satisfaire nos besoins énergétiques en appliquant une démarche en trois temps : **sobriété, efficacité et durabilité**.



## ❖ Les services énergétiques doivent être confiés à un pôle public !

Sortir l'énergie du marché concurrentiel pour en faire un bien commun avec une tarification progressive nécessite de constituer un service public de l'énergie.

Un service public de l'énergie prendra en compte la sécurité de l'approvisionnement, mais aussi celle de la production. Nous savons bien que le risque d'un accident nucléaire est une possibilité. Il est d'autant plus réel que les exploitants sont davantage préoccupés par les dividendes à distribuer aux actionnaires que par la sécurité des centrales, alors que la sécurité des salariés et la sûreté des installations ne sont pas dissociables.

## ❖ L'énergie et l'électricité nucléaire

Sa dangerosité, ses catastrophes, ses empreintes écologiques pour les siècles à venir, ne peuvent pas être abordées et gérées comme les autres énergies. Comme sur la transition énergétique en général, il nous faut construire notre position sur le nucléaire en prenant en compte les bilans géopolitiques globaux, dans des perspectives de progrès humains à l'échelle planétaire, européenne, nationale et locale.

Après Three Miles Island en 1976 et Tchernobyl en 1986, Fukushima a montré qu'il n'existe pas de sûreté nucléaire garantie. Avec la multiplication du nombre de centrales, il y a un accroissement des risques.

La France est

la « championne du monde » de l'exploitation de l'énergie nucléaire. Cela lui confère une énorme responsabilité à l'échelle planétaire. Nos combats anticapitalistes, antilibéraux et les valeurs que nous portons, nous projettent au-delà des intérêts financiers ou de la soi-disant indépendance énergétique ! Celle-ci est d'ailleurs illusoire si l'on considère que la France, via Areva, achète l'essentiel de son uranium au Niger.

En matière d'emplois, soulignons que les immenses chantiers de démantèlement maintiendront les « 100 000 emplois du nucléaire » jusqu'au départ en retraite des agents concernés. Par ailleurs, l'orientation vers le renouvelable conduira à la création d'un très grand nombre d'emplois. Ainsi, la transition énergétique serait génératrice de plus de 500 000 emplois nouveaux.

La transition énergétique nécessitera des mesures radicales, par exemple contenir l'explosion du trafic aérien. (*La résistance actuelle contre la construction d'un nouvel aéroport à côté de Nantes fait partie intégrante des choix de sobriété que nous voulons.*)

Dans le même ordre d'idée, la popularisation du véhicule électrique dans sa technologie actuelle entraînerait de facto la justification de l'énergie nucléaire. En effet, il faut éviter que les efforts réalisés dans certains secteurs soient annihilés par le maintien ou le développement de consommations exorbitantes dans d'autres. Cela inclut aussi la dé-

En France, la part de l'énergie nucléaire dans la production totale des énergies est de 17 %, alors qu'elle est de 5 % dans le monde. En France, elle représente 80 % de l'électricité alors qu'elle ne représente que 13,8 % de la part de l'électricité mondiale.

croissance de certaines productions - celles qui nuisent à la société et à l'environnement - tandis que d'autres, socialement et écologiquement utiles, devront croître, en incluant le souci de la qualité de la production, du respect de l'environnement et des conditions de leur développement.

En mars 1974, la France a généralisé le recours à l'énergie nucléaire, sans même un débat parlementaire. A contrario, nous souhaitons un débat profond, avec l'ensemble de la population.

Née pour contribuer à un mouvement de transformation sociale et écologique, la Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE) souhaite, avec beaucoup d'autres, ancrer ce débat dans l'opinion publique et qu'il soit suivi d'un référendum sur l'avenir du nucléaire. Nullement contradictoire avec la fermeture d'urgence des 24 réacteurs les plus anciens. La campagne pour obtenir ce référendum, puis celle du référendum lui-même, seront enfin l'occasion de vrais débats populaires.

## ❖ Une nouvelle politique énergétique

Nous pensons que les députés du parlement se réclamant d'une alternative sociale et écologique devraient agir en faveur de choix énergétiques pour une vraie transformation.

L'ampleur des besoins énergétiques est l'occasion de rompre avec la croissance immodérée de la consommation et donc de la production. Les politiques de sobriété doivent jouer un rôle majeur pour la maîtrise du problème énergétique.

Une nouvelle politique énergétique doit combiner :

♦ **La reconfiguration de la notion de besoins, contre la logique de surproduction et de surconsommation.** Il s'agit de rompre avec la croissance exponentielle de la dépense énergétique au Nord au détriment des conditions de vie de millions d'êtres humains au Sud. L'accumulation du profit n'a rien de commun avec la satisfaction des besoins. **C'est pourquoi le combat pour l'alternative énergétique mondiale est fondamentalement un combat anticapitaliste et antiproduktiviste !**

♦ **La diversification des sources énergétiques,** c'est-à-dire la combinaison de plusieurs sources d'énergies renouvelables permettant de répondre aux différents besoins sans dilapider les ressources.

♦ **La durabilité,** pour que les générations futures puissent aussi avoir accès à l'énergie alors qu'aujourd'hui nous

En Autriche, depuis 20 ans, la ville de Güssing couvre ses besoins en chauffage urbain et en électricité grâce à un réseau de petites unités d'une puissance totale de 6 MW. Depuis 2005, Güssing produit plus d'énergie qu'elle n'en consomme. Les chercheurs Autrichiens sont également sur d'autres pistes. Après le gaz, ils comptent synthétiser du diesel et de l'essence à partir du bois. L'objectif est de concevoir un agro-carburant qui ne menace pas les cultures vivrières. A Dardesheim, c'est grâce à l'addition des sources d'énergies renouvelables (soleil, vent, eau, et bientôt biogaz) que la commune réussit à être autosuffisante et même à revendre le surplus aux opérateurs voisins.

épuisons les matières premières et dégradons notre environnement et la biodiversité.

♦ **La réduction des risques** lors de l'extraction, l'exploitation, la production et pendant le transport des matières premières et des énergies produites.

♦ **La recherche,** c'est d'abord sous maîtrise publique que doivent avoir lieu ces recherches, avec plus largement l'objectif d'éviter la confiscation mercantile des avancées. Les scientifiques doivent éclairer les choix possibles, mais le pouvoir de décider doit appartenir aux citoyens et plus aux spécialistes et aux institutions. Un débat est engagé concernant la recherche sur le nucléaire, particulièrement sur la possibilité de maîtriser cette énergie, les

procédés de fission (EPR) et/ou de fusion (ITER)... Comme pour celles sur le traitement des déchets, ces recherches doivent relever d'un véritable débat public.

## ❖ Les énergies renouvelables

Nous refusons l'opposition entre la sortie du nucléaire et la sortie des énergies fossiles. La sortie des énergies fossiles ne doit pas servir de prétexte pour une relance du nucléaire et la sortie du nucléaire ne doit pas servir de prétexte à la relance des énergies fossiles.

De nombreuses pistes permettent d'espérer une rapide évolution dans le développement des énergies renouvelables, que ce soit du côté des sciences de la terre (géothermie, marées...), de la chimie (valorisation du CO<sub>2</sub>) ou des biotechnologies (microalgues, biomasse, etc.).

Notre position initiale est de rompre avec la marchandisation de l'énergie. Car, actuellement, l'effet d'aubaine « idéologico-commercial », fait que des énergies dites propres peuvent être consommées sur le mode le plus dispendieux, celui du gâchis.

Nos propositions se situent dans une logique de rupture avec la domination du Capital et rien ne serait pire que de concevoir une politique énergétique tournée vers l'unique satisfaction des besoins immédiats, sans prendre pleinement en compte l'enjeu de la limitation importante et rapide des gaz à effet de serre.

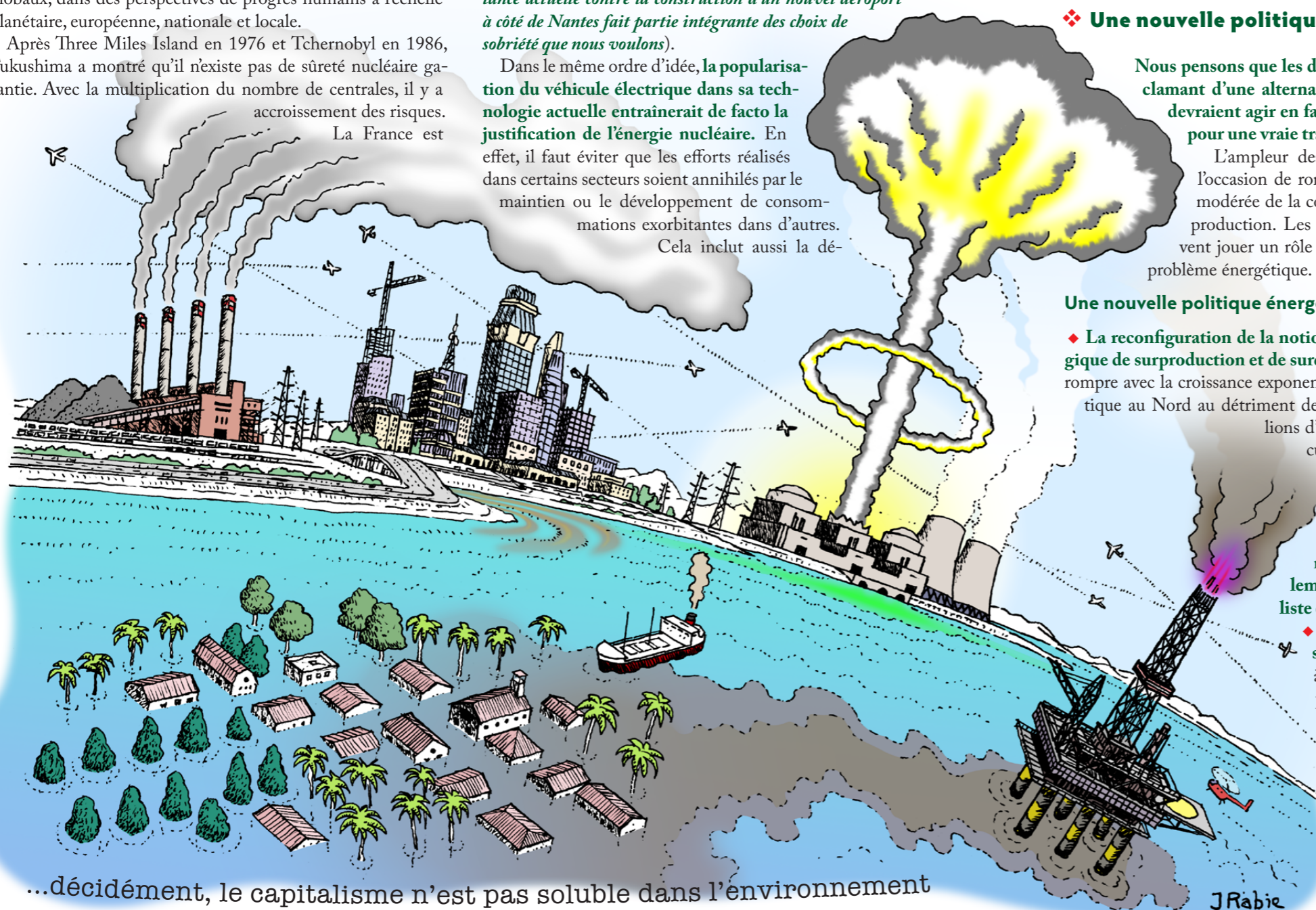
## Coup de projecteur sur l'hydraulique

Dans le monde, une vingtaine de pays produisent plus d'un cinquième de leur électricité grâce à l'énergie de l'eau et on constate que les plus grands producteurs d'hydroélectricité ne sont pas des pays de montagne, mais des pays traversés par de nombreux fleuves et des rivières à gros débit bénéficiant, de ce fait, d'une ressource abondante.

En Europe, des pays ont fait le choix des énergies renouvelables (ER) ; ils ont ainsi développé l'emploi et localisé leur production.

Ainsi la Norvège, l'Islande, l'Autriche et la Suisse produisent plus de la moitié de leur électricité grâce à l'hydraulique.

D'ailleurs, un exemple connu est celui de la ville de Bâle



...décidément, le capitalisme n'est pas soluble dans l'environnement